

Un bilan de santé sévère, mais pas trop

CRISE DE L'EURO • Les grandes banques européennes font l'objet d'un test de résistance d'une portée inédite. Mais beaucoup doutent de la volonté réelle du gendarme financier européen de chercher des noises aux banques.

GUILLAUME MEYER

Au bord de la récession, l'Europe a une obsession: que les banques recommencent à prêter aux entreprises et aux ménages. Mais pour faire du crédit, il faut des banques saines. Les grands établissements de la zone euro* ont donc été convoqués pour un bilan de santé d'une ampleur inédite. L'opération s'achève ce dimanche 26 octobre: à 11 h, la Banque centrale européenne (BCE) publiera les résultats des tests auxquels ont été soumises les 130 principales banques des pays de l'union monétaire, couvrant 85% des actifs bancaires de la zone. Les spéculations vont déjà bon train sur l'identité des établissements recalés.

Les examinateurs ont promis un exercice sans état d'âme. «J'espère que le test de résistance fera apparaître des défauts et des problèmes», a insisté le chef de l'Eurogroupe, le Néerlandais Jeroen Dijsselbloem. Il faut dire que l'Europe s'est déjà fourvoyée une fois, en 2011, en soumettant 90 établissements à des «stress tests» aujourd'hui moqués pour leur complaisance. La banque franco-belge Dexia avait ainsi franchi l'écueil haut la main, avant de plonger trois mois plus tard. Et les banques chypriotes, jugées saines à l'issue des tests, menaient leur pays au bord de la faillite l'année suivante...

Scénario plus dur

«Les résultats de 2011 n'étaient pas crédibles», confirme Diane Pierret, professeure assistante à HEC Lausanne et spécialiste des stress tests bancaires. Les dirigeants européens ont-ils tiré les leçons? L'experte note des améliorations. D'abord, avant le test proprement dit, la BCE a passé au crible les bilans des banques pour évaluer la qualité de leurs actifs. Ensuite, l'examen a été perfectionné. Le principe reste le même: l'établissement, confronté à un scénario de crise, doit prouver qu'il serait solvable le cas échéant. Mais le tableau a été noirci pour rendre la tâche plus difficile aux banques.

Diane Pierret n'est pourtant pas convaincue que les tests seront plus sévères qu'en 2011. «Même si la BCE dirige l'opération, ce sont les autorités nationales de régulation qui mènent les tests. Elles n'ont pas forcément intérêt à se montrer inflexibles sachant qu'en cas d'insolvabilité, ce sont elles qui devront gérer la résolution. De son



Deuxième plus grande banque de Chypre, Laiki Bank a réussi haut la main les stress tests européens de 2011. Cela ne l'a pas empêchée d'être démantelée en 2013. KEYSTONE

côté, la BCE y réfléchira à deux fois avant de pointer de gros manques de capital: ce capital manquant, la BCE devra le trouver.» Il est donc possible que «certains problèmes n'apparaissent pas lors de la publication des résultats et soient révélés plus tard», juge l'experte.

«L'exercice pourrait être désagréable pour l'Allemagne et la France»

STEFANO MICOSSI

Ce serait de mauvais augure pour le nouveau mécanisme de surveillance unique de la BCE, appelé à superviser les grandes banques de la zone euro dès novembre. Car l'insuffisance de fonds propres, reflet de profits en berne ces dernières années (surtout dans le sud de l'Europe), reste une plaie endémique du secteur bancaire européen.

Certaines analyses évoquent un manque de capital compris entre 60 et 80 milliards d'euros pour l'ensemble des banques du continent.

Les plus fragiles? Les banques grecques ont été au cœur des inquiétudes ces derniers jours. Mais d'autres noms reviennent dans la bouche des experts. Selon le Centre pour la gestion des risques de HEC Lausanne, la banque européenne la plus risquée est l'allemande Deutsche Bank, suivie par la française BNP Paribas et la britannique Barclays. Leurs résultats aux stress tests seront suivis de près.

Sanctions possibles

«Je suis curieux de voir les résultats des banques allemandes aux stress tests», confie ainsi l'économiste italien Stefano Micossi, professeur au Collège d'Europe à Bruges. «L'exercice pourrait finalement se révéler plus désagréable pour les pays du cœur de l'Europe, comme l'Allemagne ou la France, que pour ceux de la périphérie. Les banques italiennes, par exemple, ont déjà

considérablement renforcé leurs fonds propres.» Reste que l'expert s'attend tout au plus à quelques remises à l'ordre à l'issue des tests. «Les banques ont déjà eu beaucoup de temps pour gérer les situations les plus délicates.»

La publication des résultats, dimanche, ne sera pas le fin mot de l'histoire. Les banques recalées vont faire valoir que l'évaluation, qui radiographie leur situation à fin 2013, ne tient pas pleinement compte des mesures de redressement qu'elles ont pu adopter dans l'intervalle. Formellement, elles auront deux semaines seulement à compter de dimanche pour présenter un plan de recapitalisation. Et six mois pour combler leur besoin en capital. Et si elles échouent? Les régulateurs nationaux ont la possibilité d'adopter des sanctions, comme une interdiction provisoire de verser des dividendes. I

*Allemagne, France, Italie, Espagne, Pays-Bas, Belgique, Autriche, Grèce, Portugal, Finlande, Irlande, Slovaquie, Slovaquie, Lettonie, Estonie, Chypre et Malte.

TROIS QUESTIONS À...

Guillaume Prache



> Guillaume Prache dirige la Fédération européenne des usagers des services financiers, à Bruxelles. Il représente les intérêts des investisseurs particuliers et des petits épargnants.

1. Qu'attendez-vous des stress tests menés par la BCE?

Nous avons beaucoup souffert du précédent stress test, en 2011, qui s'est révélé une catastrophe pour les déposants et les petits actionnaires non initiés d'un certain nombre de banques. Des gens se sont reposés sur les publications officielles des autorités européennes pour placer leur argent et ont tout perdu. Les stress tests de 2014 ont d'autant plus d'importance que l'Europe s'est dotée de règles qui prévoient, en cas d'insolvabilité d'une banque, de mettre à contribution les déposants.

2. En ira-t-il différemment cette fois-ci?

Nous sommes très inquiets. En 2011, les stress tests n'ont pas repéré les banques chypriotes parce qu'elles avaient beaucoup de dette grecque parmi leurs actifs, que l'autorité bancaire européenne jugeait sans risque. J'espère qu'il n'y aura plus de complaisance vis-à-vis des dettes souveraines européennes. N'oublions pas qu'il y en a pour 1000 milliards d'euros au moins dans les banques. Si nous nous retrouvons dans la situation d'il y a deux ou trois ans, le pire est à craindre.

3. Quel remède préconisez-vous?

L'enjeu, c'est la réforme des structures bancaires. L'extrême complexité des activités bancaires, qui se sont étendues de l'activité traditionnelle de prêts et de dépôts aux activités de marché, rend l'analyse des bilans beaucoup plus difficile. C'est l'un des intérêts de séparer plus clairement les activités classiques de banque commerciale (collecte des dépôts, prêts à l'économie réelle) des autres. Si l'on veut y voir plus clair, que ce soit le régulateur ou le client, il faut que l'activité soit plus simple à analyser et à superviser.

PROPOS RECUEILLIS PAR GM

EN BREF

FRANCE

Un duo à la tête du géant Total

Deux jours après le décès accidentel de son patron Christophe de Margerie, le géant pétrolier français Total s'est doté hier d'un nouvel exécutif. Patrick Pouyanné, 51 ans, actuel directeur général de la branche Raffinage-Chimie, a été nommé nouveau directeur général. Quant à la présidence, elle sera assurée par Thierry Desmarest, 68 ans, patron de l'entreprise jusqu'en 2010. ATS/AFP

BANQUES CANTONALES

Société de placements à vendre

La société de placements et de prévoyance des banques cantonales Swisscanto pourrait passer en main de la Banque cantonale zurichoise. Cette dernière indique être en négociations en vue d'un rachat. Créée en 1993 par les banques cantonales, la société fournit des solutions de placement aux particuliers et aux entreprises. ATS

LAFARGE/HOLCIM

La fusion avance à grands pas

Le projet de fusion du cimentier français Lafarge avec son concurrent saint-gallois Holcim sera «très bientôt» notifié à la Commission européenne, a déclaré hier le PDG du groupe français, Bruno Lafont. Cela signifiera que les deux groupes se sont mis d'accord sur les cessions d'actifs auxquelles ils vont procéder pour obtenir le feu vert des autorités de la concurrence. ATS/AFP

PHARMA

Roche veut investir 3 milliards à Bâle

Le géant pharmaceutique bâlois Roche va investir trois milliards de francs dans les 10 prochaines années sur son site de Bâle. Concrètement, un nouveau centre de recherche et développement, où travailleront quelque 1900 collaborateurs, sera construit.

En outre, un immeuble de bureaux moderne, pouvant accueillir 1700 employés, sera édifié, a indiqué hier Roche. Cette nouvelle tour, qui devrait être achevée en 2021, aura une hauteur de 205 mètres et deviendra ainsi le plus haut bâtiment de Suisse. Elle comptera 50 étages et coûtera 550 millions de francs.

Devant les médias réunis à Bâle, le directeur général du groupe Severin Schwan a décrit ces investissements comme un engagement clair pour le site bâlois. Avec ces nouveaux bâtiments, son attractivité devrait être garantie à long terme et attirer les plus grands talents mondiaux, a-t-il ajouté.

Un grand nombre des immeubles de bureaux et de laboratoires sur le site ne répondent plus aux exigences actuelles en matière de postes de travail durables et modernes et doivent donc être rénovés, explique le groupe bâlois. Même après l'ouverture de la première tour Roche, prévue pour 2015, quelque 3000 employés resteront encore dispersés dans des immeubles de location à Bâle.



Le CEO de Roche, Severin Schwan, présente le futur centre de R & D du groupe. KEYSTONE

Le nouveau centre de recherche sera, lui, composé de quatre immeubles de bureaux d'une hauteur de 16, 28, 72 et 132 mètres et abritera 950 postes de bureaux et 950 postes

de laboratoires dernier cri. Leur mise en service est prévue entre 2021 et 2022.

Le projet comprend également un bâtiment pour les activités de recherche in vivo, qui devrait être achevé en 2018. Au total, le volume d'investissements prévus pour le centre de recherche s'élève à 1,7 milliard de francs.

Parallèlement, Roche va investir 700 millions de francs dans la rénovation d'immeubles existants et dans l'infrastructure, notamment un centre de logistique flambant neuf. Quelque 85 millions sont prévus pour la rénovation du bâtiment 21, immeuble historique bâti en 1937. Ce bâtiment, à l'architecture «remarquable», satisfait aux exigences actuelles en matière d'efficacité énergétique et d'infrastructure des bâtiments. Les travaux débuteront en 2016 et dureront environ deux ans.

Roche met un point d'honneur à soigner la forme de ses nouveaux bâtiments. En outre, une attention particulière a été accordée à la qualité de l'habitat pour le voisinage. Les plus hauts bâtiments seront ainsi construits au cœur du site Roche. Le concept de mobilité prévu, mettant l'accent sur les transports publics et le vélo, contribuera à limiter autant que possible le trafic individuel motorisé, écrit encore le groupe. ATS